



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 5 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NANTET LOCABENNES SARL**

353 allée de l'Artisanat  
Petit Coeur  
73260 La Léchère

Références : 20221229-RAP-Inop-Nantet-Locabennes  
Code AIOT : 0006104435

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 décembre 2022 dans l'établissement Nantet Locabennes implanté 353 allée de l'Artisanat, Petit Coeur, sur la commune de la Léchère 73260. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques.  
( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite inopinée est intervenue dans le cadre d'une plainte déposée par une riveraine du site concernant des nuisances olfactives liées à des odeurs fortes d'ordures ménagères durant les périodes de chaleur.

Le contrôle visait donc à s'assurer du respect, par l'exploitant, des dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 relatives à la prévention des nuisances liées aux odeurs.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NANTET LOCABENNES SARL
- 353 allée de l'Artisanat, Petit Coeur, 73260 La Léchère
- Code AIOT : 0006104435
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nantet Locabennes exploite sur la commune de La Léchère un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, relevant de la législation sur les installations

classées sous le régime de l'autorisation. Les activités sont autorisées depuis 1999 et exercées aujourd'hui sous couvert d'un arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 consécutif à la mise à jour des conditions d'exploitation des activités exercées sur le site par l'exploitant.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Entreposage des ordures ménagères
- Odeurs

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> (1)	Proposition de délais
1	Prévention des nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 11 juillet 2016, article 2.1.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> (1)	Proposition de délais
2	Entreposage des ordures ménagères	Arrêté Préfectoral du 11 juillet 2016, article 7.1.12.8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est régulièrement autorisée à collecter et entreposer des déchets d'ordures ménagères et des boues de step visés par la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est implanté sur la zone d'activité de la commune. Toutefois, les premières habitations situées au nord sont à moins de 100 mètres du site (ancienne commune du Petit Cœur).

Aussi, compte tenu que les ordures ménagères et les boues de STEP peuvent générer des désagréments olfactifs en dehors du site, l'exploitant doit prendre des mesures de prévention afin de respecter les dispositions de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention des nuisances olfactives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11 juillet 2016, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. En particulier, le stockage des ordures ménagères en transit ... ne dépasse pas 72 heures.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il n'a pas été ressenti d'odeurs incommodantes aux alentours du site. Il est à noter que l'inspection a été réalisée un jour sans pluie et sous une température de 10 °C. Toutefois, les ordures ménagères entreposées sous le bâtiment ainsi que la présence de boues de step, environ 2 m <sup>3</sup> , sur l'aire non couverte de transit des matières évacuées vers des installations d'enfouissement (Cf.planche photo) produisent des odeurs fortes pouvant créer des désagréments olfactifs. Le responsable d'exploitation a convenu qu'aucune mesure n'est mise en place pour réduire les odeurs émises par ces deux types de déchets notamment lors de périodes chaudes. Il précise

<p>toutefois, que c'est lors des manipulations des déchets ménagers au cours des chargements dans les camions par un grappin que les odeurs se font notamment ressentir, ceci du fait de l'écrasement et le percement des sacs poubelles contenant les déchets.</p> <p>Il est relevé que les déchets d'ordures ménagères sont évacués sous un délai n'excédant pas 72 heures et la quantité présente lors de la visite est inférieure au seuil de 400 m<sup>3</sup>. A cet égard, l'exploitant respecte les dispositions de son arrêté préfectoral du 11 juillet 2016.</p> <p>En ce qui concerne les boues, elles proviennent des dégrillages des STEP des communes de Gilly-sur-Isère et de La Bathie qui déposent deux fois par mois ces déchets sur le site. Au vu du registre des déchets entrant, la quantité moyenne de boues présente sur l'établissement est de 2,8 tonnes toutes les deux semaines. Ces matières restent au maximum une semaine sur le site avant leur évacuation.</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai n'excédant pas un mois, conformément aux dispositions de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016, présenter les mesures envisagées pour éviter voir réduire les émissions de gaz odorants générés par les ordures ménagères et les boues de station d'épuration entreposées sur son site, notamment durant les périodes de fortes chaleurs. Cette proposition sera accompagnée d'un programme de mise en œuvre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Entreposage des ordures ménagères

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11 juillet 2016, article 71.12.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire de transit des ordures ménagères
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ordures ménagères en transit sont déchargées sur la zone dédiée, sous le hangar...
<b>Constats :</b> Lors de la visite des installations du site, il a été constaté que l'aire de déchargement des ordures ménagères est installée sous un hangar protégeant ces déchets des intempéries. Ce point est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



# Annexe Planche Photographique Nantet Locabennes



Petit Cœur

Nantet Locabennes

Plan de situation



Ordures ménagères



Boues de STEP

Aire de déchets non valorisables